

LES COLLECTIFS,

MOYENS DE RÉSISTER AU TRÈS NÉO-LIBÉRAL AUTO-ENTREPRENEUR

Pour Roland Gori, l'abandon d'une école ambitieuse pour tous s'inscrit dans un projet politique néo-libéral qui morcelle et fragmente, valorisant un individualisme de masse et renvoyant chacun à sa propre responsabilité, à sa solitude. Or pas de liberté sans autrui. Ainsi, les collectifs, espaces du commun, peuvent être des lieux de résistance, de décision, de réappropriation de son métier.

En quoi les collectifs professionnels d'enseignants permettent-ils de résister à ce que nous pourrions considérer comme les dérives de la société (marchandisation, exploitation...)?

Les activités pédagogiques impliquent le concept du citoyen que l'on souhaite former. Former un citoyen ouvert à la critique du monde ou un technicien pas forcément impliqué dans la politique de la Cité, ce n'est pas la même chose. Du temps de Périclès, au 5^e siècle avant JC, on formait les esclaves qui apprenaient à assumer un certain nombre de « compétences » en vue d'assurer leur rôle d'artisan-esclave ! De l'autre côté, le citoyen était formé pour participer à la vie politique de la cité. Les dimensions éthique et politique sont très présentes dans les modes éducatifs. Nous pouvons lire les réformes actuelles au sein de l'Ecole à travers ce prisme. L'élimination des pans de savoirs et la division des types de scolarité contiennent ce fond de pensée qui oriente toujours plus la formation vers l'apprentissage technique aux dépens de la formation de l'esprit critique. La prolétarianisation des existences commence dès les modes de socialisation contenus dans les enseignements, les savoirs et les pratiques privilégiés. Il ne nous est pas possible de penser ces choses-là sans la catégorie de la liberté. Selon H. Arendt¹, la liberté requiert la présence d'autrui. Cette présence d'autrui est la condition sociale et politique de la liberté. C'est aussi la condition épistémique de la capacité de penser. Je continue, en mon for intérieur, le dialogue que j'avais avec l'autre. Il n'y a pas de liberté solitaire. C'est, à la fois, la condition de vie politique dans un espace commun et l'origine de la vie intérieure. C'est le contraire de l'idée de liberté de « l'homme néo libéral », conçu comme auto-entrepreneur de lui-même sur le marché des jouissances existentielles. Les collectifs, ce sont les espaces communs où les sujets politiques trouvent des solutions et prennent des décisions dans et pour ce qui les concerne. Sans cela, il n'y a pas de liberté. C'est le propre de la démocratie. C'est une vision opposée à celle d'un individu censé se vendre seul sur le marché en compétition avec ses semblables. L'être humain n'est pas un homo oeconomicus froid mais un animal politique. Si nous revenions à Aristote et à la raison

de la construction des cités, nous verrions que la raison principale est la nécessité de vivre ensemble, la *philia*. Aujourd'hui, la maltraitance du désir de reconnaissance et la pulvérisation du champ politique et social commun créent le besoin des individus à se réunir en collectifs. Contrairement à ce que nous pourrions penser et à ce qui nous est asséné par le discours dominant, la globalisation est autant homogénéisation que fragmentation et morcellement. D'où la nécessité de faire vivre les collectifs. Leur multiplication aux dépens des partis et entités traditionnels sont consubstantiels à la globalisation marchande. Selon Foucault², si nous voulons connaître la forme d'un pouvoir, il faut analyser les formes de ceux qui lui résistent. Bourdieu³ nous dit qu'avec la globalisation marchande et sa rationalité instrumentale, il s'agit d'un faux universel. Celui des FMI, banque mondiale etc. Ce n'est pas l'universel des Lumières, des humanistes, c'est l'universel des multinationales et de leurs annexes juridico-économiques instituées en gendarmes de la planète. Cela produit les formes contemporaines de résistance : les replis nationalistes, identitaires en tous genres, mais aussi les mouvements de contestation comme celui des Gilets Jaunes. L'enjeu est d'aller vers des formes de résistances, de progrès social, partout. Les organisations plus traditionnelles, dont les syndicats, se doivent de prendre en compte les raisons qui poussent ces citoyens à se réunir en collectifs, a priori en dehors des organisations traditionnelles.

.....

« Les collectifs, ce sont les espaces communs où les sujets politiques trouvent des solutions et prennent des décisions dans et pour ce qui les concerne. Sans cela, il n'y a pas de liberté. C'est le propre de la démocratie. »



Le libéralisme du 19^e siècle est porteur d'un message d'émancipation dont l'espoir s'est écrasé contre le mur des normes imposées par la deuxième révolution industrielle. Aujourd'hui encore l'histoire bégaie, ne pas s'inscrire de façon critique vis-à-vis de la globalisation, c'est être dans l'illusion du message de liberté qu'envoie la société néo libérale sans la reconnaissance de l'échec de ce message dans l'organisation des conditions de travail. Dans l'idée où chaque individu est responsable de son destin, la question de mérite individuel n'est pas un problème, mais son détournement dans le cadre d'une mise en concurrence généralisée pose problème aujourd'hui. Cet individualisme de masse coupé des préoccupations communes appartient véritablement à notre époque, il produit une solitude extrême et une servitude collective. Face à la crise que nourrit le néo libéralisme nous sommes de nouveau devant le danger que soit rejeté l'ensemble des institutions démocratiques dont nous avons besoin pour reconstruire de l'idéal commun. Le comportement des individus dans un petit collectif n'est pas sans rapport avec ce qui se passe dans le monde. Il s'agit d'un microcosme de la vie sociale. Vouloir s'en extraire, c'est se mettre dans le statut d'une victime à qui échappe le pouvoir d'agir. Or, dans les petits collectifs eux-mêmes nous voyons surgir les monstres de la haine et de la division.

En quoi les collectifs professionnels peuvent-ils résister au libéralisme économique et à l'appauvrissement du monde ?

Premièrement, l'appauvrissement du monde n'est pas généralisé. Il y a des élites qui profitent du système en faisant sécession du reste de la société, rompant avec les valeurs traditionnelles de la République et de la Démocratie. Pour ces nouveaux narcisses se réduire à n'être rien d'autre qu'un autoentrepreneur de soi-même ne les dérange pas⁴. Selon Foucault⁵, le pouvoir ne se possède pas, il s'exerce. E. Macron est le symptôme et l'opérateur de la scission d'avec le reste de la population. Là encore, nous ne sommes pas dans la méritocratie de la 3^e république, où le travail et les efforts devaient être consacrés et récompensés.

Nous sommes face à une vision de l'individu auto-entrepreneur qui doit tout à lui-même en réussissant comme une microentreprise libérale et autogérée transformant les autres en partenaires économiques, chargée de sa propre satisfaction sans souci de justice, de solidarité, d'équité. Cela change la manière de travailler. Nous sommes *taylorisés* et nous participons à notre taylorisation. Nous sommes aujourd'hui devant une casse des métiers et de la classe moyenne. La classe moyenne supérieure est instrumentalisée et se met au service des pouvoirs financiers en oubliant ces vertus républicaines qui faisaient leur réputation. Il est évident que le centre du pouvoir s'est déplacé

d'une hiérarchie traditionnelle revendiquant sa légitimité sur ses mérites vers une réussite éphémère et spectaculaire obtenue par des coups rapides et opportunistes sur le modèle des nouvelles *start up*. Cela fabrique une nation *start up*, un État *start up*, une société *start up*, et *in fine un individu start up*...

Aujourd'hui, il s'agit de résister à une nouvelle taylorisation du métier. Sortir de l'idée qu'il y a des gens, experts, qui savent, et ceux qui exécutent les prescriptions que d'autres ont protocolisées pour eux. Les enseignants doivent continuer à s'occuper de leur métier. Ne pas accepter de se voir déposséder de son métier. C'est la première condition pour échapper à la prolétarianisation. Il s'agit de se réinscrire dans le processus de production de son métier. Il ne s'agit pas seulement de la précarisation des individus dans leurs conditions matérielles mais bien dans toute cette prolétarianisation symbolique qui fonde leur travail. Il faut sortir de l'appauvrissement spirituel et intellectuel de nos métiers codés et conduits selon la Bible du *New Public Management*. C'est le cas pour tous les métiers, évidemment aussi pour celui des enseignants. Par exemple, résister aux évaluations (socle commun) imposées aujourd'hui par le ministère remet les enseignants au cœur du processus de l'évaluation articulée avec les apprentissages programmés. La servitude volontaire passe aujourd'hui par les nouvelles formes sociales des évaluations, quantitatives, procédurales et formelles. ♦ [Propos recueillis par Andjelko Svrđlin](#)

* Psychanalyste et professeur émérite de psychologie et de psychopathologie clinique à l'université Aix-Marseille, dernier ouvrage publié : *La nudité du pouvoir*. Comprendre le moment Macron, Paris, LLL, 2018.

1. H. Arendt, *Condition de l'homme moderne* (1958), Paris : Calmann-Lévy, 1983.
2. M. Foucault, « Le sujet et le pouvoir » (1982), *Dits et écrits*, IV, Paris, Gallimard, 1994.
3. « Le rationalisme scientifique, celui des modèles mathématiques du FMI etc... est à la fois l'expression et la caution d'une arrogance occidentale qui conduit à agir en gendarme du monde ». Pierre Bourdieu, *Contre-feux*, Paris, Liber/Raisons d'agir, 1998.
4. R. Gori, *La nudité du pouvoir*, 2018, op. cit.
5. M. Foucault, *Surveiller et punir* (1975) Paris : Gallimard, 1993. P. 222-243.